



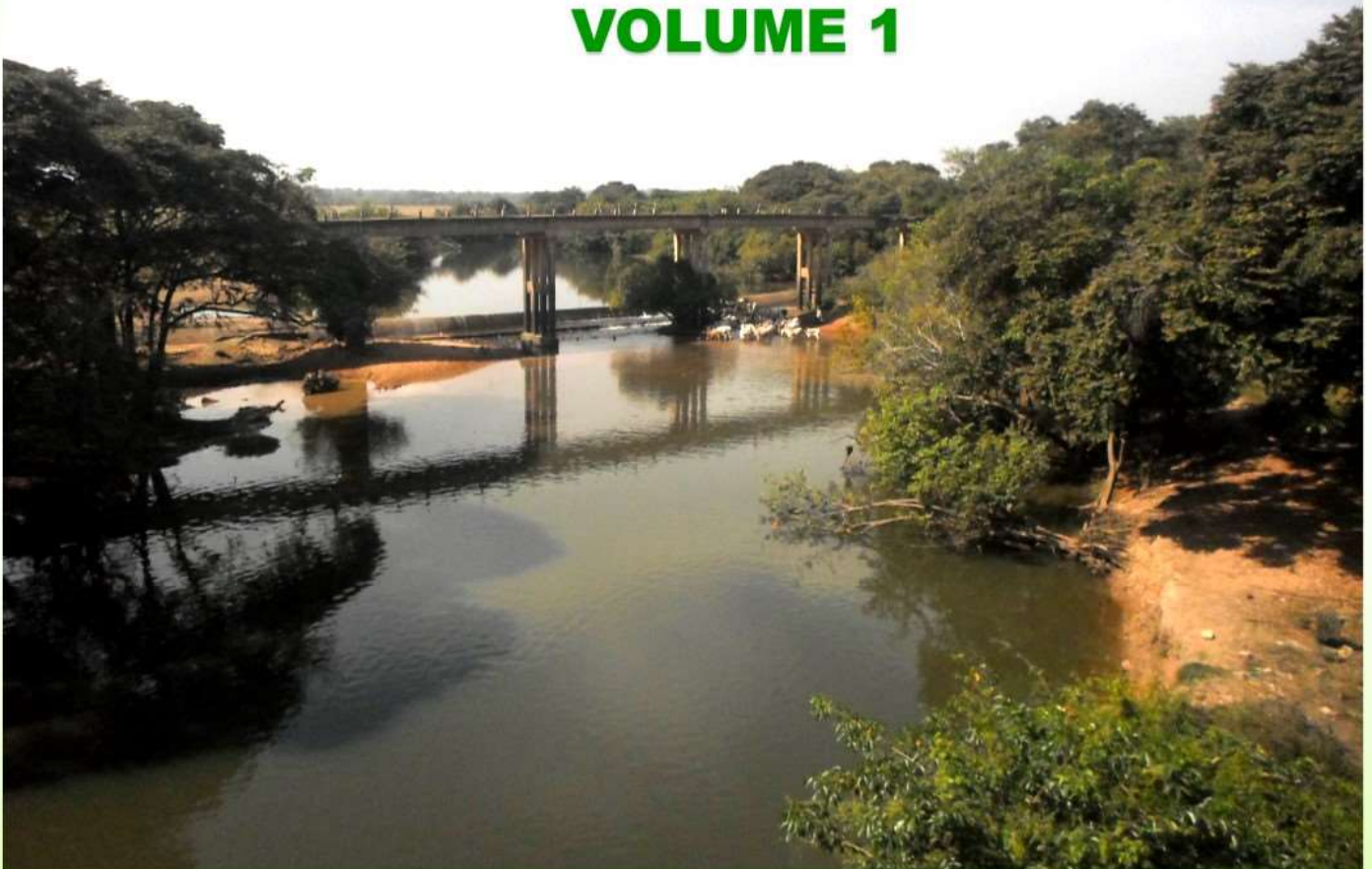
Mieux Comprendre l'Espace

Géovision

**Revue du Laboratoire Africain de
Démographie et des Dynamiques Spatiales**

Département de Géographie -Université Alassane Ouattara

**N°008, DÉCEMBRE 2022 ISSN: 2707- 0395
VOLUME 1**



République de Côte d'Ivoire

BP V18 Bouaké 01

Téléphone: (+225) 07 07 06 91 71/ 01 03 59 34 32/ 05 05 05 84 01

Courriel: revuegeovision@gmail.com

Site Internet: www.laboraddys.com

ADMINISTRATION DE LA REVUE

Directeur de publication : Pr MOUSSA Diakité, Professeur Titulaire, Université Alassane Ouattara (Bouaké-Côte d'Ivoire)

Rédacteur en chef : Pr LOUKOU Alain François, Professeur Titulaire, Université Alassane Ouattara (Bouaké-Côte d'Ivoire)

Rédacteur en chef adjoint : Dr ZAH Bi Tozan, Maître de Conférences, Université Alassane Ouattara (Bouaké-Côte d'Ivoire)

SECRETARIAT DE REDACTION

Dr DIARRASSOUBA Bazoumana, Maître de Conférences, Université Alassane Ouattara (Bouaké-Côte d'Ivoire)

Dr FOFANA Bakary, Géographe, Chercheur Indépendant

Dr ADOU Bosson Camille, Géographe, Chercheur Indépendant

Dr TANOH Ané Landry, Géographe, Chercheur Indépendant

COMITE SCIENTIFIQUE ET DE LECTURE

Pr MOUSSA Diakité, Université Alassane Ouattara (Bouaké-Côte d'Ivoire)

Pr BÉCHI Grah Félix, Université Alassane Ouattara (Bouaké-Côte d'Ivoire)

PhD : Inocent MOYO, University of Zululand (Afrique du Sud) / Président de la Commission des études africaines de l'Union Géographique Internationale (UGI)

Pr AFFOU Yapi Simplicie, Université Félix Houphouët Boigny Cocody-Abidjan (Côte d'Ivoire)

Pr ALOKO N'guessan Jérôme, Université Félix Houphouët Boigny Cocody-Abidjan (Côte d'Ivoire)

Pr ASSI-KAUDJHIS Joseph P., Université Alassane Ouattara (Bouaké-Côte d'Ivoire)

Pr BIGOT Sylvain, Université Grenoble Alpes (France)

Professor J.A. BINNS, Géographe, University of Otago (Nouvelle-Zélande)

Pr BOUBOU Aldiouma, Université Gaston Berger (Sénégal)

Pr BROU Yao Télésphore, Université de La Réunion (La Réunion-France)

Pr Momar DIONGUE, Université Cheick Anta Diop (Dakar-Sénégal)

Pr Emmanuel EVENO, Université Toulouse 2 (France)

Pr KOFFI Brou Émile, Université Alassane Ouattara (Bouaké-Côte d'Ivoire)

Pr KONÉ Issiaka, Université Alassane Ouattara (Bouaké-Côte d'Ivoire)

Pr Nathalie LEMARCHAND, Université Paris 8 (France)

Pr Pape SAKHO, Université Cheick Anta Diop, (Dakar-Sénégal)

Pr SOKEMAWU Koudzo Yves, Université de Lomé (Togo)

Dr Ibrahim SYLLA, Université Cheick Anta Diop, (Dakar-Sénégal)

Dr LOUKOU Alain François, Université Alassane Ouattara (Bouaké-Côte d'Ivoire)

Dr VEI Kpan Noel, Université Alassane Ouattara (Bouaké-Côte d'Ivoire)

Dr ZAH Bi Tozan, Université Alassane Ouattara (Bouaké-Côte d'Ivoire)

Dr DIOMANDÉ Béh Ibrahim, Université Alassane Ouattara (Bouaké- Côte d'Ivoire)

Dr SORO Nabegue, Université Alassane Ouattara (Bouaké-Côte d'Ivoire)

Dr KOFFI Kan Émile, Université Alassane Ouattara (Bouaké-Côte d'Ivoire)

Dr ETTIEN Dadja Zenobe, Université Alassane Ouattara (Bouaké-Côte d'Ivoire)

Instructions aux auteurs

Dans le souci d'uniformiser la rédaction des communications, les auteurs doivent se référer aux normes du Comité Technique Spécialisé (CTS) de Lettres et Sciences Humaines/CAMES. En effet, le texte doit comporter un titre (Times New Roman, taille 12, Lettres capitales, Gras), les Prénom(s) et NOM de l'auteur ou des auteurs, l'institution d'attache, l'adresse électronique de (des) auteur(s), le résumé en français (250 mots), les mots-clés (cinq), le résumé en anglais (du même volume), les keywords (même nombre que les mots-clés). Le résumé doit synthétiser la problématique, la méthodologie et les principaux résultats. Le manuscrit doit respecter la structure d'un texte scientifique comportant : Introduction (Problématique ; Hypothèse compris) ; Approche méthodologique ; Résultats et Analyse ; Discussion ; Conclusion ; Références bibliographiques. Le volume du manuscrit ne doit pas excéder 15 pages, illustrations comprises. Les textes proposés doivent être saisis à l'interligne 1, Times New Roman, taille 11.

1. Les titres des sections du texte doivent être numérotés de la façon suivante : 1. Premier niveau (Times New Roman, Taille de police 12, gras) ; 1.1. Deuxième niveau (Times New Roman, Taille de police 12, gras, italique) ; 1.2.1. Troisième niveau (Times New Roman, Taille de police 11, gras, italique).

2. Les illustrations : les tableaux, les cartes, les figures, les graphiques, les schémas et les photos doivent être numérotés (numérotation continue) en chiffres arabes selon l'ordre de leur apparition dans le texte. Ils doivent comporter un titre concis, placé au-dessus de l'élément d'illustration (centré ; taille de police 11, gras). La source (centrée) est indiquée en dessous de l'élément d'illustration (Taille de police 10). Ces éléments d'illustration doivent être annoncés, insérés puis commentés dans le corps du texte.

3. Notes et références : 3.1. Éviter les références de bas de pages ; 3.2. Les références de citation sont intégrées au texte citant, selon les cas, ainsi qu'il suit : -Initiale (s) du Prénom ou des Prénoms et Nom de l'auteur, année de publication, pages citées. Exemple : (D. MOUSSA, 2018, p. 10) ; -Initiale (s) du Prénom ou des Prénoms et Nom de l'Auteur (année de publication, pages citées). Exemple : D. MOUSSA (2018, p. 10).

4. La bibliographie : elle doit comporter : le nom et le (les) prénom (s) de (des) auteur(s) entièrement écrits, l'année de publication de l'ouvrage, le titre, le lieu d'édition, la maison d'édition et le nombre de pages de l'ouvrage. Elle peut prendre diverses formes suivant le cas :

- *pour un article* : LOUKOU Alain François, 2012, « La diffusion globale de l'Internet en Côte d'Ivoire. Évaluation à partir du modèle de Larry Press », in *Netcom*, vol. 19, n°1-2, pp. 23-42.

- *pour un ouvrage* : HAUHOUOT Asseypo Antoine, 2002, *Développement, aménagement, régionalisation en Côte d'Ivoire*, EDUCI, Abidjan, 364 p.

- *un chapitre d'ouvrage collectif* : CHATRIOT Alain, 2008, « Les instances consultatives de la politique économique et sociale », in Morin, Gilles, Richard, Gilles (dir.), *Les deux France du Front populaire*, Paris, L'Harmattan, « Des poings et des roses », pp. 255-266.

- *pour les mémoires et les thèses* : DIARRASSOUBA Bazoumana, 2013, *Dynamique territoriale des collectivités locales et gestion de l'environnement dans le département de Tiassalé*, Thèse de Doctorat unique, Université Félix Houphouët Boigny, Abidjan, 489 p.- *pour un chapitre des actes des ateliers, séminaires, conférences et colloque* : BECHI Grah Felix, DIOMANDE Beh Ibrahim et GBALOU De Sahi Junior, 2019, Projection de la variabilité climatique à l'horizon 2050 dans le district de la vallée du Bandama, Acte du colloque international sur « *Dynamique des milieux anthropisés et gouvernance spatiale en Afrique subsaharienne depuis les indépendances* » 11-13 juin 2019, Bouaké, Côte d'Ivoire, pp. 72-88

- *Pour les documents électroniques* : INS, 2010, *Enquête sur le travail des enfants en Côte d'Ivoire*. Disponible à : http://www.ins.ci/n/documents/travail_enfant/Rapport%202008-ENV%202008.pdf, consulté le 12 avril 2019, 80 p.

Éditorial

Comme intelligence de l'espace et savoir stratégique au service de tous, la géographie œuvre constamment à une meilleure compréhension du monde à partir de ses approches et ses méthodes, en recourant aux meilleurs outils de chaque époque. Pour les temps modernes, elle le fait à l'aide des technologies les plus avancées (ordinateurs, technologies géospatiales, à savoir les SIG, la télédétection, le GPS, les drones, etc.) fournissant des données de haute précision sur la localisation, les objets et les phénomènes. Dans cette quête, les dynamiques multiformes que subissent les espaces, du fait principalement des activités humaines, offrent en permanence aux géographes ainsi qu'à d'autres scientifiques des perspectives renouvelées dans l'appréciation approfondie des changements opérés ici et là. Ainsi, la ruralité, l'urbanisation, l'industrialisation, les mouvements migratoires de populations, le changement climatique, la déforestation, la dégradation de l'environnement, la mondialisation, etc. sont autant de processus et de dynamiques qui modifient nos perceptions et vécus de l'espace. Beaucoup plus récemment, la transformation numérique et ses enjeux sociaux et spatiaux ont engendré de nouvelles formes de territorialité et de mobilité jusque-là inconnues, ou renforcé celles qui existaient au préalable. Les logiques sociales, économiques et technologiques produisant ces processus démographiques et ces dynamiques spatiales ont toujours constitué un axe structurant de la pensée et de la vision géographique. Mais, de plus en plus, les sciences connexes (sciences sociales, sciences économiques, sciences de la nature, etc.) s'intéressent elles aussi à l'analyse de ces dynamiques, contribuant ainsi à l'enrichissement de la réflexion sur ces problématiques. Dans cette perspective, la revue GéoVision qui appelle à observer attentivement le monde en vue de mieux en comprendre les évolutions, offre aux chercheurs intéressés par ces dynamiques, un cadre idéal de réflexions et d'analyses pour la production d'articles originaux. Résolument multidisciplinaire, elle publie donc, outre des travaux géographiques et démographiques, des travaux provenant d'autres disciplines des sciences humaines et naturelles. GéoVision est éditée sous les auspices de la Commission des Études Africaines de l'Union Géographique Internationale (UGI),

une instance spécialement créée par l'UGI pour promouvoir le débat académique et scientifique sur les enjeux, les défis et les problèmes spécifiques de développement à l'Afrique. La revue est semestrielle, et paraît donc deux fois par an (en anglais et en français).

Bouaké, le 16 Septembre 2019

La rédaction

AVERTISSEMENT

Le contenu des publications n'engage que leurs auteurs. La Revue GéoVision ne peut, par conséquent, être tenue responsable de l'usage qui pourrait en être fait.

SOMMAIRE

| | |
|---|-----|
| LES REFORMES DE LA SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT DES FORETS (SODEFOR) ET LEUR IMPACT DANS LA LUTTE CONTRE LA DÉFORESTATION EN CÔTE D'IVOIRE DE 1980 A 2000, Alain Konan BROU | 9 |
| OFFRE DE SANG AU CNTS DE BAMAKO : PROBLÈMES ET STRATÉGIES D'ACCÈS DES POPULATIONS, ¹ Issa DIALLO , ² Anassa TRAORE, ³ Adama TRAORE | 19 |
| LA GOUVERNANCE DE L'EAU D'IRRIGATION DANS LE SECTEUR RIZICOLE DE SOSSE-SIBILA EN ZONE OFFICE RIZ SEGOU : ENJEUX ET CONTRAINTES, Baba COULIBALY | 30 |
| LE MILIEU RURAL DE LA RÉGION DE GBÊKÊ (CENTRE DE LA CÔTE D'IVOIRE) : UN ESPACE MOINS NANTI EN INFRASTRUCTURES HYDRAULIQUES, Souleymane TOURE ¹ , Yao Jean Julius KOFFI ² | 42 |
| ÉTUDE DE LA CINÉMATIQUE (1979-2019) DE LA FLECHE SABLEUSE DE LA LANGUE DE BARBARIE, LITTORAL NORD SÉNÉGALAIS, Amadou Abou SY | 58 |
| LE COUSINAGE A PLAISANTERIE POUR LA RÉOLUTION DU CONFLIT EN CASAMANCE, Ibrahima BA | 70 |
| STRATÉGIES D'APPROVISIONNEMENT EN EAU POTABLE À BINGERVILLE (CÔTE D'IVOIRE), Deagai Parfaite DIHOUEGBEU | 80 |
| INSUFFISANCES DE L'ÉVALUATION SOMMATIVE DE LA PRODUCTION ÉCRITE EN FRANÇAIS : CAS DES CLASSES DE TROISIÈME DES ÉTABLISSEMENTS SECONDAIRES PUBLICS DE LA COMMUNE DE PORT-BOUËT, Eben-Ezer Kouamé TANON..... | 93 |
| CONSTRUCTION DES GRANDS BARRAGES ET PROBLÉMATIQUE DU DÉPLACEMENT DES POPULATIONS : CAPITALISATION DE L'EXPÉRIENCE DU BARRAGE HYDRO-ÉLECTRIQUE DE KANDADJI AU NIGER, SAIDOU Abdoulkarimou ¹ , KOMBIENI Hervé Azouma ² | 110 |
| L'IGNAME : UNE ALTERNATIVE POUR LA SECURITE ALIMENTAIRE DANS LA SOUS – PREFECTURE DE DIMBOKRO, AHOUSI N'Guessan Maxime ¹ , KONE Tanyo Boniface ² , DIAKITE Moussa ³ | 126 |
| ASPECTS SOCIO-ÉCONOMIQUES DES SYSTÈMES D'IRRIGATION EN RÉPONSE AUX EFFETS DES VARIABILITÉS CLIMATIQUES SUR LE PLATEAU ADJA AU SUD-OUEST DU BÉNIN, SEWADE SOKEGBE Grégoire ¹ , Clément Codjo GNIMADI ² , HOUNLIHO V. Beaudelaire A. ³ | 137 |
| DIVERSITÉ ETHNIQUE, DÉMOCRATIE ET LIEN SOCIAL EN AFRIQUE, Afiyo ASSIVON (Sœur Louise de Jésus)..... | 154 |

| | |
|--|-----|
| ANALYSE DE L'OCCUPATION ET USAGES DES TERRES SUR L'AXE DAOUKRO-BONGOUANOU (CÔTE D'IVOIRE), Laurent Kouassi KOUAKOU ¹ , Amédée Bosson KOUAME ² , Boris Aubin Kouassi KOUADIO ³ , Béh Ibrahim DIOMANDE ⁴ , Diakité MOUSSA ⁵ | 166 |
| DRONE AS AN AUXILIARY TOOL FOR DEGRADED MANGROVES CHARACTERIZATION IN THE NORTH OF LIBREVILLE – NW/GABON, Dieudonné Moukétou-Tarazewicz, Jean-Bernard Mombo ² , Marjolaine Okanga Guay ² , Médard Obiang Ebanega ² , Bruno Nkoumakali ² , Leaticia Rogombe ² , Michel Mbadinga ² | 181 |
| DÉFIS ET PERSPECTIVES DE LA DECENTRALISATION DANS LA COMMUNE RURALE DE SOUBAKANIEDOUGOU AU BURKINA FASO, Aridjouma FAYAMA, Dramane DAHANI* | 191 |
| COMMERCIALISATION DES LÉGUMES FEUILLES LOCALES : UNE VÉRITABLE OPPORTUNITÉ D'AUTONOMISATION DES FEMMES DE LA COMMUNE DE YOPOUGON, Florence YAPO ¹ , Tangologo SILUE ² | 207 |
| PRODUCTION ET COMMERCIALISATION DES PRODUITS VIVRIERS DANS LA COMMUNE DE GLAZOUE AU CENTRE DE LA REPUBLIQUE DU BENIN, Tognidè Auguste HOUINSOU ⁽¹⁾ - Paulin Mintongninou HESSOU ⁽²⁾ | 219 |
| LES IMPACTS SOCIOÉCONOMIQUES ET ENVIRONNEMENTAUX DES MOUVEMENTS DE POPULATIONS DANS LA COMMUNE RURALE DE SAABA, OUAGADOUGOU, BURKINA FASO, NIKIEMA Wendkouni Ousmane*, SANOGO Salifou**, et YANOOGO Pawendkisgou Isidore*** | 237 |
| LES SITES ETHNOGRAPHIQUES DE LA VILLE DE GAOUA À L'ÉPREUVE DE L'URBANISATION : ÉTAT DES LIEUX ET PERSPECTIVES DE SAUVEGARDE, BIRBA Noaga ¹ , DA Dar ² | 250 |
| DYNAMIQUE DE TRANSFORMATION DES AGRO-SOCIO-ECOSYSTEMES DES TERRITOIRES DU SINE (SENEGAL), CHEIKH TINE | 264 |
| REORIENTATION UNIVERSITAIRE ET PERFORMANCE DES ETUDIANTS A L'UNIVERSITE DE LOME, Yawo Adzéoda HOLU* | 278 |
| LES PLAGES DE LA SOUS-PRÉFECTURE DE SAN PEDRO FACE AUX DÉFIS DU TOURISME DURABLE, BISSOU Guikahué Daniel ¹ , Pascal Hugues AYEKPA ² | 291 |
| VALORISATION DES DÉCHETS SOLIDES DU MARCHÉ DE SAN, UNE ANALYSE SOCIOLOGIQUE DES STRATEGIES D'EDUCATION ENVIRONNEMENTALE, Yakouréoun DIARRA ^{(1)*} , Gaoussou DEMBELE ⁽²⁾ | 307 |
| ENJEUX DU PROCESSUS DE TERRITORIALISATION DE LA PERIPHERIE DE SAINT-LOUIS AU SÉNÉGAL, NAKOUYE Nicolas | 321 |
| LA RÉGIONALISATION AU SÉNÉGAL : ENJEUX ET PERSPECTIVES, Binette NDIAYE | 335 |

L'ARCHEOLOGIE DE LA CONSCIENCE MORALE, Hyacinthe Aboa ACHI..... 348

LE SMARTPHONE EN MILIEU UNIVERSITAIRE À BOUAKÉ (CENTRE CÔTE D'IVOIRE) ,
KOFFI Yao Julien 357

LES FACTEURS DE L'ENROLEMENT DES JEUNES DANS LES GROUPES EXTREMISTES
VIOLENTS AU CENTRE DU MALI, Doudou Ben Béchir NIANG¹ , Salif KONE² 370

LA CONCEPTION DE L'ESPACE PUBLIC COMME INSTRUMENT DE MARKETING
TERRITORIAL. LE CAS DU PARC LA MEXICANA, Elizabeth ESPINOSA DORANTES, Christof
GÖBEL..... 377

STRATÉGIES D'APPROVISIONNEMENT EN EAU POTABLE À BINGERVILLE (CÔTE D'IVOIRE)

Deagai Parfaite DIHOUEGBEU

*Maître-assistant, Université Félix Houphouët-Boigny
parfaiteagai@yahoo.com*

Laboratoire de Recherche Espace-Système et Prospective (ERESP)

Résumé

L'accès à l'eau potable demeure toujours une difficulté pour de nombreux ménages dans les villes ivoiriennes en dépit des efforts de l'État. Le problème représente un véritable défi pour les populations à l'échelle de Bingerville. Le présent article analyse les moyens de résilience adoptés par les ménages pour s'approvisionner en eau potable dans la ville de Bingerville. L'approche méthodologique repose sur la recherche documentaire, l'observation directe et l'enquête menée de mars à avril 2021 et en mai 2022. En plus des entretiens, 320 ménages ont été enquêtés dans le cadre de cette étude. L'analyse révèle un déficit d'eau potable touchant plus de 14% des ménages selon nos enquêtes à Bingerville malgré les nombreuses actions d'approvisionnement menées par l'État et la SODECI (Société de Distribution de l'eau en Côte d'Ivoire) . Devant cette situation les stratégies développées par les familles relèvent essentiellement de l'informel à savoir l'achat d'eau (52% des enquêtés) avec les revendeurs. Les autres modes d'approvisionnement constituent essentiellement le stockage d'eau par les abonnés déficitaires (35%) et le recours aux puits (13%). Malgré tout, ces stratégies en plus d'être coûteuses et laborieuses, sont loin de résorber le problème d'adduction en eau potable des populations. Face à cette problématique cruciale, il importe au gouvernement de mener des actions de diversifications des sources d'approvisionnement en eau potable dans la commune de Bingerville tout en tenant compte du dynamisme de la croissance de la population dans cette localité.

Mots clés : Bingerville, eau potable, stratégies d'approvisionnement

DRINKING WATER SUPPLY STRATEGIES IN BINGERVILLE (CÔTE D'IVOIRE)

Abstract

Access to drinking water is still a problem for many households in Ivorian cities, despite the efforts of the state. The problem poses a real challenge to people across Bingerville. This article analyses drinking water supply strategies in the city of Bingerville. The methodological approach is based on desk research, direct observation and a survey conducted from mars to April 2021 and may 2022. In addition to interviews, 320 households were surveyed as part of this study. The analysis reveals a drinking water deficit affecting more than ¼ of the households in Bingerville despite the numerous supply actions carried out by the State and SODECI. Faced with this situation, the strategies developed by families are essentially informal buying water (52% of respondents) from resellers. The other supply methods are water storage by subscribers in deficit (35%) and recourse to wells (13%). However, these strategies, in addition to being costly and time-consuming, are far from solving the problem of drinking water because of the poor quality of well water and the risks of pollution incurred due to the exposure of water reserves to all sorts of impurities.

Keywords: Bingerville, drinking water, strategies

INTRODUCTION

L'eau est une ressource vitale, une denrée de première nécessité pour les êtres vivants (H. YAROU, 2017, p.4) et un impératif de développement (G. K. SACKOU et al 2012, p.138). Ainsi, l'accès à l'eau potable constitue l'une des priorités mondiales. La question est d'autant plus cruciale qu'elle figure au rang des objectifs de développement durable définis par l'ONU (Organisation des Nations Unies) (D.D. TEKAM et al, cité par Koukougnon et al, p.259). Déjà dans les rencontres de la communauté internationale depuis plusieurs années autour de l'accès à l'eau, de l'hygiène et de l'assainissement achevées en 1990, l'objectif principal était la fourniture de l'eau potable en quantité et en qualité suffisante (G.S. DOSSOU). Au fil du temps, l'enjeu demeure persistant au regard de la forte proportion de populations n'ayant pas accès à l'eau potable et de l'énormité des drames afférents (A. DIABAGATE et al, 2016, p.346). La question touche toutes les tranches d'âge avec 884 millions de pertes en vies humaines dont les jeunes enfants en majorité chaque année pour cause de consommation d'eau impropre (ONU, 2015). L'enjeu est d'autant plus important qu'il fait l'objet de l'attention de plusieurs ONG (Organisation non gouvernementale) travaillant dans le domaine de la santé.

En Afrique, l'eau reste l'une des préoccupations majeures des gouvernants. À l'instar des autres pays du monde, une politique de gestion de l'eau est mise en place de façon locale dans les États africains.

En Côte d'Ivoire, plusieurs actions en faveur de l'accès à l'eau potable sont entreprises depuis l'accession à l'indépendance. Fort de la politique d'approvisionnement en eau potable initiée par le gouvernement, différentes structures aux missions bien spécifiques ont vu le jour et enregistrent un bilan assez satisfaisant. Dans cette même perspective, l'État a dédié un ministère à cet effet dénommé Ministère de l'hydraulique, en charge de piloter la politique d'accès à l'eau potable en appui avec plusieurs directions, dont l'ONEP (Office National de l'eau potable) et de la SODECI (Société de distribution d'eau de Côte d'Ivoire). Cette volonté affichée de l'État a vu la réalisation de nombreux infrastructures et équipements en zones urbaines et rurales dans le pays dont 110 forages hydrauliques, 16 châteaux d'eau, 351 bornes fontaines, 17 usines de traitements d'eau potable à Abidjan principal bénéficiaire de cette politique (ONEP, 2015 cité par A. DIABAGATE et al, 2016, p.346). La banlieue d'Abidjan dont Bingerville bénéficie significativement des actions en faveur de l'eau. Cependant, la question du déficit d'eau potable se pose avec acuité dans les villes de la Côte d'Ivoire (Ministère de l'Environnement, 1998, p.93). La couverture nationale en eau potable est de 80% (Ministère de l'hydraulique 2022, p.) d'où un manque à gagner de 20% sur l'étendue du territoire. Devant le déficit de l'eau, diverses stratégies sont développées par les populations afin de s'approvisionner en eau potable. Si la situation a fait l'objet d'études générales et spécifiques pour certaines villes, le cas de Bingerville reste peu abordé par les écrits. C'est au regard de ces constats que nous avons trouvé opportun de focaliser notre analyse sur la situation dans la ville de Bingerville. Ceci, en vue de comprendre les moyens de résiliences adoptés par les ménages dans cette localité pour faire face à la pénurie répétée d'adduction en eau potable à laquelle sont confrontées plusieurs villes du pays.

Cette étude tourne autour de deux questions essentielles ; Quel est l'état des lieux de l'accès à l'eau potable à Bingerville ? Quelles sont les stratégies d'approvisionnement adoptées par les populations ?

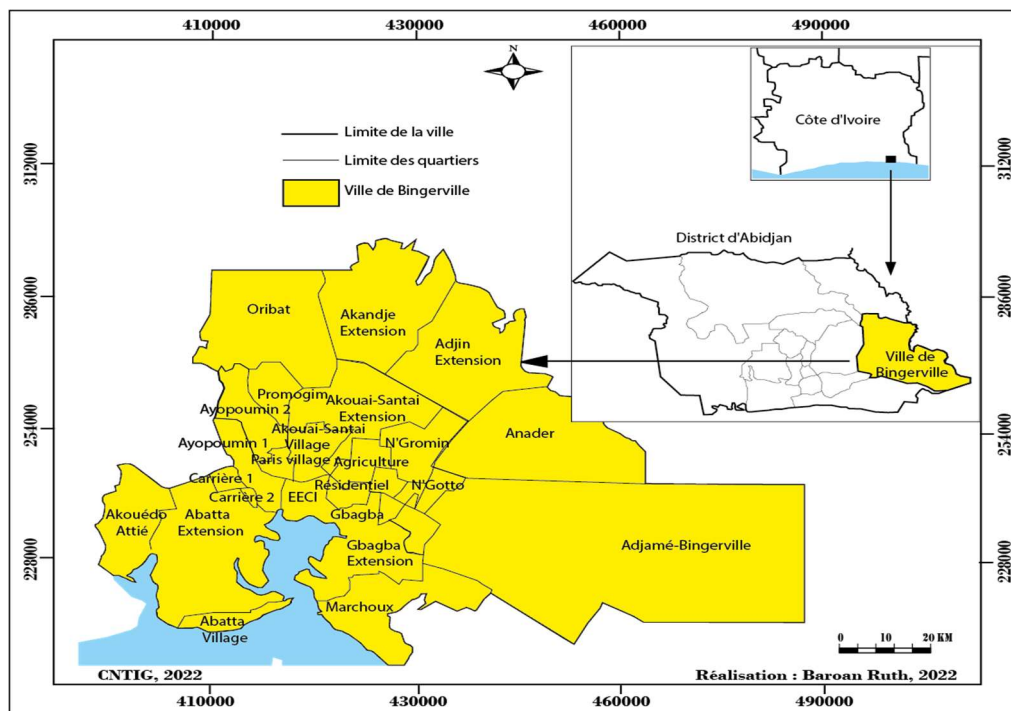
L'étude vise à apprécier les stratégies d'approvisionnement en eau potable développées par les populations à Bingerville. L'hypothèse émise stipule que les stratégies adoptées relèvent pour la plupart de l'informel. Dans le cadre de la conduite de cette étude, il sera question de présenter la méthodologie, ensuite les résultats, une discussion et une conclusion.

1. Méthodes et matériels

1.1. Présentation de la zone d'étude

Localisée au sud de la Côte d'Ivoire dans le district d'Abidjan (carte 1), Bingerville constitue l'une des villes historiques du pays. Capitale de la colonie de Côte d'Ivoire de 1900 à 1934 et faisant partie de la banlieue d'Abidjan la capitale économique, Bingerville connaît une urbanisation accélérée depuis les années 1980. Logée sur un relief de plateau, la ville s'étend sur plus de 1000 ha (D.A.V.Loba, 2010, p.2) et compte 28 quartiers. La ville est limitée au sud par l'océan atlantique, à l'ouest par Abidjan, au sud-est par Grand-Bassam et au nord par les départements d'Anyama et d'Alépé. Située à la périphérie d'Abidjan, Bingerville est une ville dortoir abritant de nombreux travailleurs abidjanais. De 35000 habitants en 1998 (INS cité par D.A.V. Loba, 2010, p 2) la population de ladite localité est passée à 204 656 habitants pour 39 746 ménages (INS, 2021). La population est un melting-pot constitué d'actifs du public et du privé. Par ailleurs, l'habitat est constitué de logements modernes et précaires.

Carte 1 : Présentation de la zone d'étude dans le district d'Abidjan



1.1. Approche méthodologique

La collecte des données dans le cadre de cette étude repose sur la recherche documentaire, l'observation directe et l'enquête proprement dite.

La recherche documentaire a consisté à la consultation des documents du Recensement Général de la Population et de l'habitat (RGPH) de 1998, 2014 et 2021 qui ont permis de recueillir les données relatives à la population de Bingerville. Des documents cartographiques ont été également visionnés afin de circonscrire la zone d'étude.

L'observation sur le terrain à travers une visite des quartiers de la ville a permis d'identifier et localiser les infrastructures et équipements relatifs à la production et à l'approvisionnement en eau potable dans la ville. Elle a aussi permis d'identifier et de caractériser les stratégies et modes de résiliences adoptées par les populations pour s'approvisionner en eau potable.

Quant à l'enquête proprement dite, elle a concerné les entretiens et l'administration du questionnaire. Les entretiens ont eu lieu dans les structures en charge de l'eau potable à savoir le Ministère de l'hydraulique, l'Office National de l'eau Potable (ONEP) et la Société de Distribution de l'Eau en Côte d'Ivoire (SODECI). Ces entretiens visaient à cerner le bilan de ces structures en matière de production et d'approvisionnement en eau potable à l'échelle de Bingerville. Cette approche a permis de faire l'état des lieux de l'accès à l'eau potable dans la zone. Pour mener à bien cette étude, nous avons opté pour un échantillon représentatif des ménages sélectionné sur la base de la formule de William COCHRAN ci-dessous :

$$N = T^2 \times P(1-P) / E^2$$

avec N= taille de l'échantillon, P = (taux d'accroissement de la population : 2,96%) et E = 5 % (marge d'erreur) et T = 1,96 (niveau de confiance)

$$\begin{aligned} \text{Taille de l'échantillon} &= \frac{1,96^2 \times 0,296(1 - 0,296)}{0,05^2} \\ &= 320,2 \text{ soit } 320 \text{ ménages} \end{aligned}$$

L'échantillon est de 320 ménages. Pour une meilleure couverture spatiale, cet échantillon a été reparti par choix raisonné sur les 28 quartiers de la ville vu l'indisponibilité du total des ménages par quartier. Ainsi, les 320 ménages ont été enquêtés à raison 13 ménages à Adjamé-Bingerville le plus grand quartier, 12 ménages pour chacun des 10 autres grands quartiers et 11 ménages dans chacun des autres quartiers. Les ménages ont été interrogés dans les différents points cardinaux de chaque quartier de Bingerville.

Quant au traitement des données quantitatives, les statistiques ont été réalisées via les logiciels Word et Excel avant d'être analysées. Le traitement a été également cartographique (logiciel Adobe Illustrator) iconographique et analytique pour les données qualitatives. La démarche a abouti à différents résultats.

2. RÉSULTATS

Les résultats sont axés autour de l'état des lieux de l'accès à l'eau potable et des stratégies d'approvisionnement développées par les populations.

2.1. L'état des lieux de l'accès à l'eau potable dans la ville de Bingerville

2.1. Le bilan des structures en charge : l'État, l'ONEP et la SODECI

L'organisation du secteur de l'eau fait état de trois acteurs œuvrant à favoriser l'accès des populations à cette ressource vitale. Ainsi, avons-nous en amont l'État au travers du Ministère de l'hydraulique qui pilote et assure un certain nombre de rôles régaliens. Les missions d'accès à l'eau potable de l'État sont déléguées à l'ONEP et à la SODECI auxquels il est assigné respectivement un rôle de régulateur, de production et de services publics en matière d'eau potable. Le bilan de chacune de ces structures est assez impressionnant. Bingerville, à l'instar des autres villes, bénéficie des actions nationales menées par ces différentes structures. Par ailleurs, Bingerville fait l'objet d'actions spécifiques locales. Il importe donc de présenter dans ce bilan les initiatives nationales et locales entreprises par ces différents acteurs dans la ville de Bingerville.

2.1.1.1. Les actions de l'État

L'État ivoirien a très vite perçu la nécessité d'avoir un système d'approvisionnement en eau potable. La distribution de l'eau relevait des régies municipales en 1956 avant les indépendances.

L'État de Côte d'Ivoire, au lendemain de l'indépendance a initié une politique d'accès à l'eau potable en vue d'améliorer des conditions de vie des populations. Très tôt, différentes mesures d'accompagnements sont progressivement mises en place. Il s'agit entre autres d'un Ministère dédié à la question ministère,

Ainsi, dans son fonctionnement, le ministère met en vigueur plusieurs actions en faveur de l'accès à l'eau potable dont Bingerville bénéficie.

- La gestion intégrée de l'eau

Le Plan National d'Action Environnemental de Côte d'Ivoire (PNAE-CI) élaboré en 1995 comporte 10 programmes dont la gestion intégrée de l'eau. Ce volet, inscrit dans le cadre de la Gestion intégrée des Ressources en Eau (GIRE) comprend 3 axes notamment, la mise en place d'un système national d'observation du cycle hydrologique, d'un réseau national d'observation de la qualité des eaux et l'élaboration et la mise en œuvre d'un plan directeur de la GIRE. Ce programme vise à préserver l'environnement, à prévenir l'indisponibilité de l'eau, à garantir une bonne qualité de l'eau et une gestion efficiente des ressources disponibles. La mise en œuvre de ce programme passe par l'évaluation des ressources, des effets du réchauffement climatique, des activités humaines. En appui à ce programme, des lois, des décrets ont été pris. Plusieurs études ont été menées et ont abouti à des actions clés dont l'élaboration de la vision nationale de l'eau, la validation de la politique nationale de l'eau et du financement de la GIRE et des projets d'installations et d'ouvrages. Par ailleurs, l'État sensibilise la population à l'adoption d'un comportement écocitoyen.

- Le contrôle des exploitations et la mise en place de l'observatoire de l'eau

Il est effectué un contrôle régulier des installations hydrauliques et de la qualité de l'eau distribuée par le Ministère de l'hydraulique via sa Direction de l'hydraulique urbaine. L'État contrôle et sécurise les ouvrages de production et distribution, les branchements sociaux précisément par le biais du service de l'hydraulique urbaine de la Direction territoriale de l'hydraulique humaine. Pour se faire, ledit service à recours à des laboratoires spécialisés dont le Laboratoire National d'Essais de qualité de Métrologie et d'Analyse (LANEMA) et l'Institut National d'Hygiène Publique (INHP) qui chaque deux mois contrôlent la qualité de l'eau distribuée. Par ailleurs, l'État a mis en place, l'observatoire de l'eau à l'écoute des populations sur les questions d'accès à l'eau potable, visant à rapprocher l'État des populations, à identifier les problèmes afin d'y remédier. À cet effet, une campagne de sondage d'opinions et de communication a été menée.

- Le programme Présidentiel d'Urgence (PPU) et le Plan d'urgence gouvernemental hydraulique (PUGH)

Ces deux programmes sont des initiatives présidentielles d'intervention rapide de restauration des infrastructures et des équipements de base détruits ou endommagés dans le cadre des crises socio-politiques ayant pris fin en 2011. L'impact dévastateur de ces crises ayant dégradés fortement les conditions de vie des populations, il s'imposait l'urgence d'actions rapides de l'État à l'effet d'une normalisation de la vie des populations. Établis après consultation des différentes régions du pays, ces programmes renferment plusieurs mesures au rang desquelles la remise en état des ouvrages d'approvisionnement et l'amélioration des conditions d'accès à l'eau potable. Concrètement, ces programmes visent à juguler le déficit d'eau potable .

2.1.1.2. Les actions de l'ONEP

Le service de la distribution de l'eau potable en Côte d'Ivoire demeure dans un contexte monopolistique assuré par la SODECI. Les plaintes collectives ou individuelles des usagers raccordés relatives à la qualité des services offerts (factures erronées, distribution intermittente de l'eau, dégradation de la coloration de l'eau et du réseau, baisse de pression de l'eau, coupures sans avertissement encore moins d'excuses...) sont fréquemment sans suite satisfaisante. En effet, en l'absence de concurrence, il n'existe aucun mécanisme d'incitation à l'amélioration de la qualité des services ou de sanctions prises par les autorités étatiques en charge de l'hydraulique urbaine. Face à cette situation, l'État a entrepris une réforme du secteur de l'eau en 2006 en créant un organe régulateur à savoir l'Office National de l'Eau Potable (ONEP), acteur ayant mené nombre d'actions en faveur de l'accès à l'eau potable à Bingerville.

Créé le 23 Août 2006, l'ONEP est une structure publique vouée à favoriser l'accès à l'eau potable en milieu urbain et rural. En mission à la fois pour le Ministère de l'hydraulique et le Ministère des infrastructures, l'ONEP est engagé dans la construction d'ouvrages de production, de traitement et de distribution d'eau potable. Concernant Bingerville, les initiatives de l'ONEP sont nombreuses. La structure compte à son actif le renforcement de la capacité de production et de stockage d'un château d'eau à Bingerville effectué dans le cadre du projet Amélioration des Performances techniques et financières du secteur de l'eau. Par ailleurs, Il faut noter la réalisation, à Bingerville, de branchements sociaux consistant à favoriser l'accès des populations défavorisées à l'eau potable par la réduction de leurs frais d'abonnement à seulement 10 000 FCFA au lieu de 180 000 FCFA requis normalement. Dans le même élan, trois forages de traitement d'eau de 1000 joules et l'extension du réseau à 312 km sont réalisés dans ladite ville. L'ONEP apporte son appui à la SODECI dans le projet d'amélioration des performances techniques et financières mis en œuvre dans la ville de Bingerville. Ainsi, nous avons en cours de réalisation la construction d'un château d'eau, une station de traitement, une extension supplémentaire du réseau à 12 sous-quartiers prévoyant un linéaire de 93 152 km, 6079 branchements afin de desservir 60790 résidents dans cette ville.

Par ailleurs, l'initiative des États généraux de l'eau de Côte d'Ivoire constitue une autre des actions majeures de l'ONEP. Afin de faire un état des lieux de l'accès à l'eau en Côte d'Ivoire, l'ONEP a entrepris les états généraux de l'eau potable tenu du 26 au 29 Août 2009 et ayant réunis les acteurs de ce secteur. Au sortir des échanges, après l'évaluation du déficit de l'eau potable plusieurs perspectives sont arrêtées et visent Bingerville à l'instar des autres villes du pays. Concernant l'hydraulique urbaine, trois volets constituent l'essentiel : le volet institutionnel et réglementaire, le volet financement des investissements et le volet ressource et approvisionnement en eau. Dans le cadre institutionnel, il est recommandé de favoriser l'application des lois portant code de l'eau et code de l'environnement par la prise des décrets afférents. L'adoption des responsabilités redéfinies des principaux acteurs du secteur de l'eau potable est requise afin de dynamiser le secteur. Des textes condamnant la fraude sur l'eau sont même adoptés.

Quant aux financements et investissements, plusieurs stratégies sont entreprises. L'État procède à l'exonération des droits de douane et de la TVA pour le matériel des branchements et les travaux du secteur ; au reversement de la TVA sur les factures d'eau dans un fonds dédié au secteur de l'eau potable, à la mobilisation de ressources additionnelles pour le financement de l'eau et la prise de décret d'application du tarif négocié de l'eau exécuté de 2008 à 2012. En outre, il faut noter l'élaboration d'une étude approfondie pour dégager des solutions durables au gaspillage d'eau dans les structures de l'État. Par ailleurs, un plan d'investissement de 440 milliards FCFA est entrepris pour la période de 2012 à 2015 afin de réduire, de moitié, la proportion de la population ivoirienne n'ayant pas accès à l'eau potable conformément aux Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD). En plus, la BAD est appelée à intervenir dans l'identification des projets dans le secteur de l'eau potable. L'ONEP multiplie

également les actions de sensibilisation contre la pollution et le gaspillage de l'eau par des appels à un usage efficient de l'eau lancé aux populations.

2.1.1.3. Les actions de la SODECI

Diverses actions sont entreprises par la Société de Distribution de l'eau de Côte d'Ivoire (SODECI) en vue d'approvisionner les populations en eau potable.

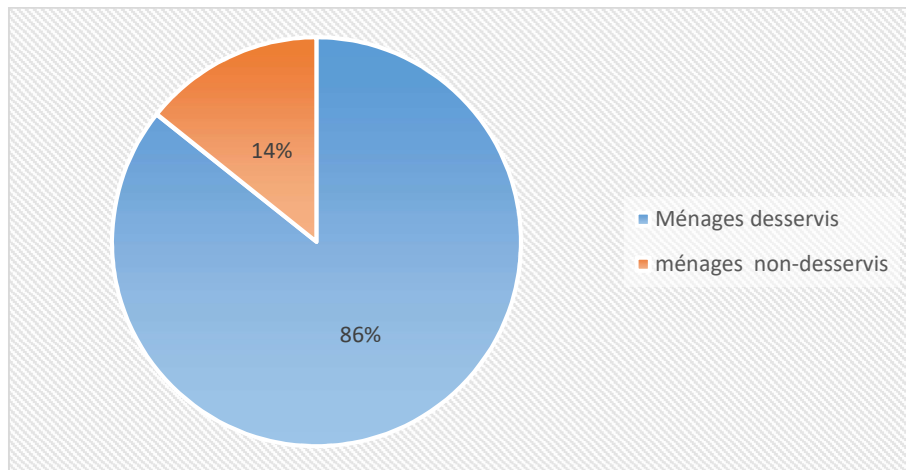
A Bingerville, d'importantes infrastructures sont réalisées par la SODECI. Il s'agit des structures administratives (les agences) et des dispositifs de production et de distribution de l'eau potable. En effet, la ville est dotée d'une agence, de 2 usines de production d'eau issue de la lagune et de la nappe phréatique. Deux châteaux sont dénombrés avec des capacités respectives de 3000m³ et de 2000m³. Par ailleurs, la ville est équipée de 2 bâches d'une capacité de 1000m³ chacune. Les usines sont chargées du traitement et de la production de l'eau potable, les châteaux et bâches conservent l'eau distribuée au travers de tuyauterie assurant les branchements des abonnés. Ces équipements assurent a priori la couverture de toute la ville. Cependant, sur le terrain, certaines zones d'extension de la ville sont soit non-couvertes par le réseau d'adduction d'eau, soit confrontées à des baisses de pression.

Les services administratifs de la SODECI cumulent les services techniques et commerciaux. Le service technique assure les abonnements des populations les poses de compteurs et les branchements par raccordements au réseau d'eau potable ou d'assainissement. Il assure les relevés de compteurs, la distribution des factures et autres informations notifiées aux consommateurs. Ce service s'occupe également de l'exécution des résiliations des abonnements par les débranchements au réseau. Le service commercial dans les agences assure la satisfaction des demandes des consommateurs par une gestion administrative passant par l'accueil, le recueil et le suivi des préoccupations de ceux-ci. À cet effet, la SODECI dispose d'un centre d'appel téléphonique opérationnel 24h /24h, d'un système de paiement à la caisse, bancaire ou Mobile Money. Engagée dans une politique de développement durable, la SODECI mène des actions respectueuses de l'environnement.

Les actions conjuguées de tous ces acteurs conduisent à un certain niveau d'accès à l'eau potable à Bingerville.

2.1.2. Le niveau d'accès à l'eau potable à Bingerville

L'accès à l'eau potable dans la ville de Bingerville revêt un caractère mitigé. La SODECI affirme avoir une capacité de couverture englobant toute la zone. Mais sur le terrain plusieurs zones géographiques souffrent de l'insuffisance de la couverture du réseau d'adduction en eau potable. Dans cette dynamique, plusieurs ménages se trouvent confrontés au problème d'accès à l'eau potable. Selon nos enquêtes, 87 ménages interrogés sur 320 ménages (soit plus du quart des enquêtés) souffrent d'un déficit de l'eau potable et ce principalement dans les secteurs périphériques de la ville de Bingerville. Mais, concernant l'ensemble de la ville, la situation au regard des statistiques de la SODECI s'avère relativement différente. Le graphique ci-dessous présente le niveau de couverture en eau potable dans la ville.

Graphique 1 : Le niveau de couverture en eau potable des ménages par la SODECI à Bingerville

Source : nos enquêtes de terrain, mai 2022

Au regard du graphique, Bingerville affiche une large couverture en eau potable, mais également un déficit non négligeable. La SODECI de Bingerville enregistre 39 746 abonnés pour un total de 46 607 ménages dans la ville, soit un niveau de couverture de 86%. Partant près du quart des ménages c'est-à-dire 14 % des ménages soit 6 861 ménages souffrent de problème d'accès à l'eau potable de façon théorique dans la ville. Mais dans la pratique, certains abonnés des quartiers périphériques manquent quotidiennement d'eau dans les robinets (35 % des enquêtés). Par conséquent, le déficit de l'eau potable touche plus du quart des ménages dans la zone. Du noyau ancien de la ville aux secteurs périphériques, l'accès à l'eau potable présente des degrés différents. Devant l'urbanisation rapide, le rythme de l'extension du réseau d'adduction d'eau peine à rattraper celui de l'extension de la ville. Ainsi, les quartiers centraux totalement couverts par le réseau SODECI présentent une bonne desserte en eau potable attestée par 97% des ménages enquêtés dans ces secteurs. En outre, la majorité des abonnés de la SODECI habite ce noyau. Il s'agit des quartiers Harris, Résidentiel, Savane, Sicogi 2, Blanchon, Agriculture, Paris village, Akouai Santai village, N'gromin, Akouai santai extension, Promogim. Les quartiers périphériques de la ville hormis Oribat, constituent les zones déficitaires en eau potable et cela à des intensités de plus en plus accrues selon que l'on se dirige vers leurs périphéries. Les quartiers concernés sont Gbagba, EECI, Gbagba Extension, Marchoux, Akandje Extension, Adjin extension, Anader, Carriere 1et 2, Adjamé Bingerville, Abatta village, Abatta extension, Akouédo Attié, Ayopoumin 1 et 2. Dans ces quartiers les difficultés d'accès à l'eau sont traduites diversement. Dans les secteurs de ces quartiers périphériques couverts par le réseau, les abonnés sont confrontés à une irrégularité de l'eau dans les robinets (35% des enquêtés) et ce avec des fréquences différentes. Des abonnés affirment avoir l'eau rarement la journée et principalement la nuit. 56% des enquêtés, étant dans les secteurs non couverts par le réseau, sont confrontés quotidiennement aux difficultés d'accès à l'eau potable.

Si d'énormes efforts sont consentis par l'État et la SODECI pour favoriser l'accès à l'eau potable aux populations en général, et en particulier celles de Bingerville, dans cette localité il existe encore un déficit important à résorber. Devant ce déficit, diverses stratégies sont développées par les populations pour s'approvisionner en eau dans la ville.

2.2. Les stratégies d'approvisionnement en eau

Les populations de Bingerville confrontées au déficit de l'eau potable recourent à diverses stratégies pour s'approvisionner en eau. Au total, trois modes d'approvisionnement en eau sont adoptés, à savoir ; la constitution de réserve d'eau par des abonnés de la SODECI, l'achat d'eau et le recours aux puits.

2.2.1 Le stockage d'eau par des abonnés déficitaires en eau

L'abonnement à la SODECI ne traduit pas forcément l'accès à l'eau 24h sur 24h. Si les quartiers centraux ont un accès permanent à l'eau hormis les cas de force majeure à savoir les coupures de la SODECI, dans les quartiers périphériques, l'irrégularité caractérise la venue de l'eau. Les robinets étant vides la plupart du temps à la périphérie, les ménages y vivant, procèdent au recueil de grand stock d'eau de réserve dans des futs, des barriques, des bidons et autres objets à chaque disponibilité sporadique de l'eau (35% des enquêtés). Ce recueil de l'eau se fait soit 2 à 3 fois par semaine soit 1 ou 2 fois par jour selon les ménages. En effet, la durée de cette réserve d'eau dépend de la capacité de contenance des supports utilisés et de la taille des ménages, ce qui explique la variation des fréquences de recueil selon les ménages enquêtés. Cette eau est conservée pour la plupart des ménages dans des objets non-couverts.

2.2.2. L'achat d'eau avec les revendeurs

Des populations de Bingerville ont recours à l'achat d'eau potable. 52% des ménages enquêtés procèdent à l'achat d'eau auprès d'abonnés en faisant un commerce florissant qui reste informel (photo 1). La norme étant le recours à la SODECI, l'achat de l'eau dans le cadre informel constitue une pratique informelle. Le tableau ci-dessous présente les coûts.

Tableau 1 : Les prix de vente d'eau selon le récipient

| Volume du récipient | 15 – 25 Litres | 30 – 40 Litres | 200 Litres |
|---------------------|----------------|----------------|------------|
| Prix Moyen | 75 FCFA | 175 FCFA | 450 FCFA |

Source : Nos enquêtes de terrain, Mois ? 2022

En effet, l'eau est vendue à des prix qui varient selon la capacité du récipient ou de l'objet utilisé (seau, bassine, bidon, barrique). Le coût minimum étant de 50 Fcfa, les prix moyens varient de 75 FCFA, 175 FCFA et 450 FCFA respectivement pour 15 à 25 litres, 30 à 40 L et 200 L d'eau. Les rangs quotidiens à ces points de vente sont permanents. Cet achat se fait tous les jours ou tous les 2 jours selon les ménages. Pour certains ménages les distances parcourues pour l'achat d'eau vont même à plus de 1 km. Les coûts journaliers vont de 200 FCFA à plus de 500 FCFA selon les familles. L'approvisionnement s'avère laborieux, épuisant et coûteux. Le stock d'eau achetée avec des abonnés revendeurs est conservé dans des barriques, des bassines, et des récipients non -fermés en général. Ces réserves d'eau sont ainsi exposées à la poussière, à des débris de toutes sortes pouvant les rendre impures (Photo 2). Ainsi, l'usage de cette eau induit des risques sanitaires.

Photo 1 : un point de vente d'eau de revendeurs au quartier GBAGBA, cliché auteurs, 2022



Photo2 : un stockage d'eau dans des seaux et bassines au quartier EECI, cliché auteur, 2022



-Les puits

Devant les difficultés éprouvées pour avoir accès à l'eau potable, 13% ménages enquêtés ont recours aux puits. Ces ménages recueillent l'eau à partir des puits personnels ou du voisinage. Ces puits en général, sont à ciel ouvert ou partiellement couvert (photo 3) et peuvent font entre 10 et 15m de profondeur. Les alentours sont insalubres pour certains et les puisettes exposées à l'air libre. Ces puits sont situés au sein des cours à quelques mètres des latrines ou des fosses septiques et ne bénéficient d'aucun traitement de l'eau. L'eau de ces puits s'avère trouble et donc de piètre qualité, ce qui expose les populations à des risques sanitaires notamment les maladies diarrhéiques.

Photo3 : un puits non couvert dans le quartier Gbagba-extension, cliché auteur, 2022



Photo 4 : un puits partiellement couvert dans le quartier Gbagbo extension, cliché auteur, 2022



En somme, le déficit de l'eau potable à Bingerville conduit les ménages à adopter des stratégies d'approvisionnement à caractère informel. À la pratique prédominante l'achat d'eau avec les revendeurs s'ajoutent le recours aux puits et la constitution de réserves d'eau par des abonnés. Ces stratégies coûteuses, épuisantes ne garantissent pas l'usage d'une eau pure à la consommation.

3. Discussion

Nos résultats ont montré que le déficit de l'eau potable constitue une réelle difficulté dans les zones périphérique à Bingerville. Près du quart des ménages de la ville souffre de l'accessibilité à cette ressource vitale. En alternative, les stratégies d'approvisionnement développées relèvent majoritairement de l'informel et exposent les populations à la consommation d'eau impure et à des risques sanitaires. Ces résultats sont confortés par maintes études.

Les difficultés d'accès à l'eau potable constituent une problématique générale en Afrique. Le tiers de la population africaine souffre de l'inaccessibilité à cette ressource (M. Laure, 2018, p.1). « *Ce problème vital d'accès à l'eau potable se pose avec d'autant plus d'acuité que les populations urbaines augmentent très rapidement sur le continent. L'Afrique abrite aujourd'hui plus de 1,2 milliard d'habitants et devrait en compter 1 milliard de plus d'ici 2050. Parallèlement, le nombre de personnes vivant dans les villes devrait passer de 480 millions aujourd'hui à 1,3 milliard en 2050.* » (Laure M,2018, p.2). Pourtant l'Afrique est sujette à un manque d'infrastructures de distribution et d'assainissement qui permettraient aux populations d'accéder à l'eau potable (M. Laure, 2018, p.2). Au Bénin par exemple un ménage sur trois n'a pas accès à l'eau potable (M. Mapkenon,2021, p.1). Au Kenya, à Nairobi, il arrive que certains ménages n'aient pas accès à l'eau courante durant des mois, (ONU-Habitat cité par M. Mapkenon, 2021, p.2).

En Côte d'Ivoire, l'accès à l'eau potable demeure encore un enjeu majeur particulièrement pour les populations qui habitent les zones d'extension des villes. (F. D. A. AWOMON et Al. Cité par A.J. Djah, 2021, p.12). Pourtant d'importantes actions ont été entreprises par l'État ivoirien dans le cadre la politique d'accès à l'eau potable initiée depuis l'accession à l'indépendance. À travers le Ministère de l'hydraulique, la SODECI et l'ONEP, de nombreuses actions en faveur de la production et la distribution de l'eau potable permettent à l'État de mener sa mission de favoriser l'accès à l'eau potable aux populations. La construction des châteaux d'eau, des forages, les mesures réglementaires de protection des ressources en eau, la gestion intégrée de l'eau, le suivi des exploitations, les branchements subventionnés des ménages sont entre autres des actions menées (A. Diabagaté et al, p.353-355). Mais il reste encore un déficit à combler au niveau national. Dans la ville de Sinfra, l'inadéquation entre dynamique spatiale et distribution d'eau potable dans la ville est déconcertante. Les quartiers d'extensions ne sont pas desservis par le réseau de distribution et les quartiers intermédiaires le sont partiellement. Ainsi 65% des ménages non-abonnés habitent les quartiers périphériques et 25% les quartiers centraux (A.J. Djah, 2021, p.5). Ce problème d'accès à l'eau potable émane de l'urbanisation accélérée, non-planifiée (p9) ; et non-suivie de l'installation des infrastructures de base (A.J. Djah, 2021, p.2). La vétusté et de la dégradation des installations existantes ainsi, que des défaillances dans leur gestion sont également des facteurs de cette situation en Afrique (M. Laure, 2018, p.2). Par ailleurs, le problème est lié au fait qu'environ 50% de l'eau est gaspillée ou détournée (M. Mapkenon, 2021, p.2). L'eau potable étant commercialisée, la pauvreté monétaire de certains ménages leur en entrave l'accès (C. Baron, A. Bonnassieu, 2011, p.27-28).

Devant le problème d'eau, les populations se tournent vers les modes traditionnels d'approvisionnement notamment les puits busés, les puits à grands diamètres (C. Baron, A. Bonnassieu, 2011, p.27). À Sinfra, les stratégies développées constituent le recours aux puits uniquement, aux puits et à l'eau de robinet à la fois ou à seulement l'eau de robinet (A. J. Djah. 2021, p.9). Mais ces puits *non couverts et localisés à moins de 30m des latrines pour certains procurent une eau trouble*. Dans la ville d'Abidjan, les recours constituent « *l'achat d'eau chez les revendeurs, l'usage de puits traditionnels notamment dans les quartiers précaires, l'installation des supprimeurs et d'équipements de stockage d'eau*

privés, le déménagement dans les quartiers plus approvisionnés en eau potable et la fraude sur le réseau d'eau public » (A. Diabagaté et al, 2018, p. 356).

La conservation de l'eau recueillie via ces différentes stratégies présente des risques sanitaires car stockée dans des barriques, des bassines et autres objets non-couverts en général (A. J. Djah ,2021,p.10). Dans l'ensemble, ces stratégies sont pour la plupart illégales, coûteuses, exposent les populations à des risques sanitaires et ne résolvent pas non plus le déficit d'eau potable (A. Diabagaté et al,2018, p. 359). Pour remédier à ce problème, l'Afrique devrait renforcer ses infrastructures de distribution et d'assainissement (Banque Africaine de Développement cité par Laure M., 2018, p.4). Il s'avère primordial de donner la priorité à l'eau et à l'assainissement dans les allocations budgétaires et dans la coopération internationale et même prendre des dispositions réglementaires pour mettre fin à l'anarchie dans l'étalement urbain (Association Africaine de l'Eau citée par Laure M., 2018, p3). En outre, il convient de sensibiliser les populations à participer à la gestion et à la maintenance des équipements de manière inclusive (A.J. DJAH, 2021, p.11).

Les difficultés d'accès à l'eau potable constituent un problème général dans les villes d'Afrique. Les stratégies d'approvisionnement adoptées étant loin de résorber le problème, des efforts supplémentaires sont requis de la part des gouvernants et des populations.

Conclusion

Cette étude vise à apprécier les stratégies d'approvisionnement en eau développées par les populations à Bingerville. L'analyse confirme l'hypothèse émise selon laquelle les stratégies adoptées relèvent pour la plupart de l'informel. Plus de 14% des ménages souffrent du déficit en eau potable dans la zone. Comme alternatives, les stratégies d'approvisionnement développées relèvent principalement de l'informel avec l'achat d'eau avec des revendeurs (52%). Viennent ensuite la constitution de réserves d'eau par les abonnés déficitaires et le recours aux puits. L'eau étant exposée à la pollution du fait des modes de conservation incommode, ces stratégies ne paraissent pas efficaces pour l'accès à l'eau potable. Elles sont par ailleurs coûteuses et porteuses de risques sanitaires. Des efforts supplémentaires doivent être faits par les gouvernants et les populations pour résorber le problème de l'eau potable dans nos villes en général et particulièrement à Bingerville.

REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES

DJAH Armand Josué , 30 juin 2021, « la ville de Sinfra à l'épreuve du déficit en eau potable : quelles stratégies d'adaptation des populations ? » in revue de géographie de l'Université Jean Lorougnon Guédé (DALOGEO), 13p, on line : 0068sjobnxwcmtdw lli qdqsps//www.revuegeo-univdaloa-net, 11/08/2022

BARON Catherine, Bonnassieu Alain, Avril 2011, « Enjeux de l'accès à l'eau en Afrique de l'ouest : diversité des modes de gouvernance et conflits d'usage » in monde en développement, n°156, pp.17-32

DIABAGATE Abou, KONAN Ghislaine Honorée, ATTA Koffi et al, 2016, « Stratégies d'approvisionnement en eau potable dans l'agglomération d'Abidjan (Côte d'Ivoire) » in Géo-Echo-Trop, N° 4, pp. 345-360

KOUKOUNGON Wilfried Gautier, AKE-AWOMON Djalia Florence, juillet 2020, « Accessibilité géographique et socioéconomique à l'eau potable dans une localité rurale : Gregbeu (centre-ouest, Côte d'Ivoire) » in revue de géographie du laboratoire Leidi, N°23, p.259- 272

Laure M. , 18/12/2018, « un tiers de la population africaine privée d'eau potable : quelles solutions structurelles ? » , in Notre planète –info/1846, on line : <https://www.Notre-planete.info/actualite/eau-potable>, 11/08/2022, 4p

MAPKENON Michel, Mai 2021, « La crise de l'accès à l'eau dans les villes africaines », on line : partagedeseaux.info, 2p

Ministère de l'Environnement, 1998, *Environnement en Côte d'Ivoire*, Abidjan, 255p

SACKOU K.J., OGA S., CLAON S., BAMA M., M'Brah .K.D, HOUENEU Y. KOUAKOU Kouadio , 2012, « Conditions d'accès et de stockage d'eau : enquête dans les ménages en zone périurbaine à Abidjan en 2010 » in Santé Publique 2012/2 vol 24 ,pp 133-142

SANOU Dossou Gaston, 2013, *Problème de l'approvisionnement en eau dans la province du Houet et stratégie d'amélioration du taux d'accès*, p35

YAROU Halissou, 2017, *Approvisionnement en eau potable en milieu rural à l'aide d'un dispositif autonome utilisant les TIC : cas de la commune de Kandi au Bénin*, p64.